



Dossier de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet

**Réalisation de deux doublets géothermiques au Dogger pour
le projet Grand Parc Nord sur la commune du Chesnay-
Rocquencourt (78)**

Compte rendu de la réunion d'examen conjoint

Date : 15 juin 2023

Lieu : Hôtel de ville du Chesnay-Rocquencourt

Démarrage de la réunion : 9h30

Préambule :

Par courrier du 3 avril 2023, le Maire du Chesnay-Rocquencourt a transmis aux différentes personnes publiques associées et consultées les différentes pièces du dossier de mise en compatibilité du PLU de Rocquencourt, en annonçant la tenue prochaine de la réunion d'examen conjoint. Cette réunion a été confirmée par un nouveau courrier du 17 mai, annonçant la date du 15 juin.

La réunion s'est donc tenue ce 15 juin, en présence des personnes suivantes.

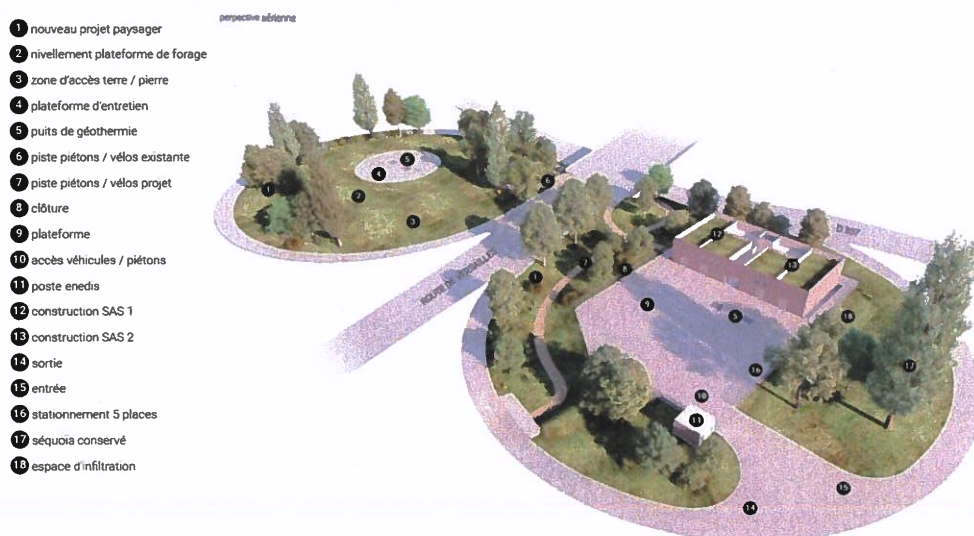
Monsieur Richard DELEPIERRE	Maire du Chesnay Rocquencourt
Monsieur Jérôme LE GRELLE	Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme
Madame Garance CHAUNU	UDAP – architectes des bâtiments de France
Monsieur Stéphane BORDIGNON	DDT 78
Madame Laurence LALANNE	Département des Yvelines
Monsieur Emmanuel RAFFIN	Département des Yvelines
Monsieur Jean Christian SCHNELL	Adjoint au Maire de la Commune de La Celle Saint Cloud
Monsieur Baptiste BOIN	Commune de Vaucresson
Madame Anne Line LANDRINI	Commune de Louveciennes
Monsieur Ousmane Kella CONTE	Commune de Louveciennes
Madame Loubna NICOLAS	ENEDIS
Monsieur Michel FOURNEL	ENEDIS
Monsieur Antoine COICADAN	Directeur de projet ENGIE
Madame Maya MESSARA	Cheffe de projet ENGIE
Monsieur Frédéric CUNY	Bureau d'études ANTEA group
Monsieur Luc COPPENS	Commune du Chesnay-Rocquencourt / Urbanisme
Monsieur Edouard PAGNY	Commune du Chesnay-Rocquencourt / Urbanisme

Certains services ont transmis par courrier ou courriel leur avis ou observations. Il s'agit de :

- **Le SNIA NORD (DGAC - gestionnaire servitudes liées à la navigation aérienne)** : par courriel du 17 avril 2023, ce service indique que le site n'est concerné par aucune servitude aéronautique, mais qu'une demande d'autorisation devra être formulée auprès de la DGAC préalablement à toute installation d'éléments de plus de 50 m de haut
- **Le pôle gestion infrastructure de RTE** : par courrier du 24 avril 2023, ce service indique ne pas avoir d'observations à formuler, n'exploitant pas sur ce territoire de réseau public de transport d'électricité à haute ou très haute tension.
- **La DRAC Ile de France** : par courrier du 25 mai 2023, ce service a précisé qu'en l'état des connaissances sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Il rappelle également les obligations réglementaires en cas de découverte fortuite.

1 - Présentation de la déclaration de projet et de la mise en compatibilité du PLU

La réunion a commencé par une rapide présentation par la ville du projet et de la procédure à partir d'un support de présentation projeté, considérant l'envoi préalable du projet aux PPA/PPC.



Vue aérienne du projet (angle sud-est) (source : Aurélien Clovis Architecture, janvier 2023)

Le projet porte sur la réalisation sur la commune du Chesnay-Rocquencourt, de deux doubles géothermiques et deux centrales géothermiques indépendantes situées dans un même bâtiment, dont les implantations sont prévues au centre des bretelles d'échange entre la D186 et la D307 sur les délaissés des voies de circulation.

Le premier doublet est destiné à alimenter en premier lieu, via la chaufferie de la rue Cimarosa et le réseau de chauffage urbain existant, la copropriété de PARLY 2 (7500 logements environ dont l'échéance de la chaufferie à gaz intervient fin 2025) et différents équipements publics du territoire communal. Le second doublet apportera des capacités supplémentaires qui pourront, via un réseau de chaleur, bénéficier à de nouvelles entités de la commune du Chesnay-Rocquencourt, mais également à plusieurs villes voisines.

Le doublet Ouest est implanté au sein d'une zone N au PLU. Le doublet Est, qui comprend les futures constructions, se trouve au sein d'une zone UR, il est néanmoins couvert par une protection d'« espaces paysagers inconstructibles ».

Le projet présentant des incompatibilités avec le PLU de la commune de Rocquencourt, sa mise en œuvre impose une adaptation du PLU sur le site concerné par le projet. Ce projet mobilisant une énergie renouvelable décarbonée relève de l'intérêt général et justifie l'engagement d'une procédure de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet en application de l'article L 153-54 du code de l'urbanisme.

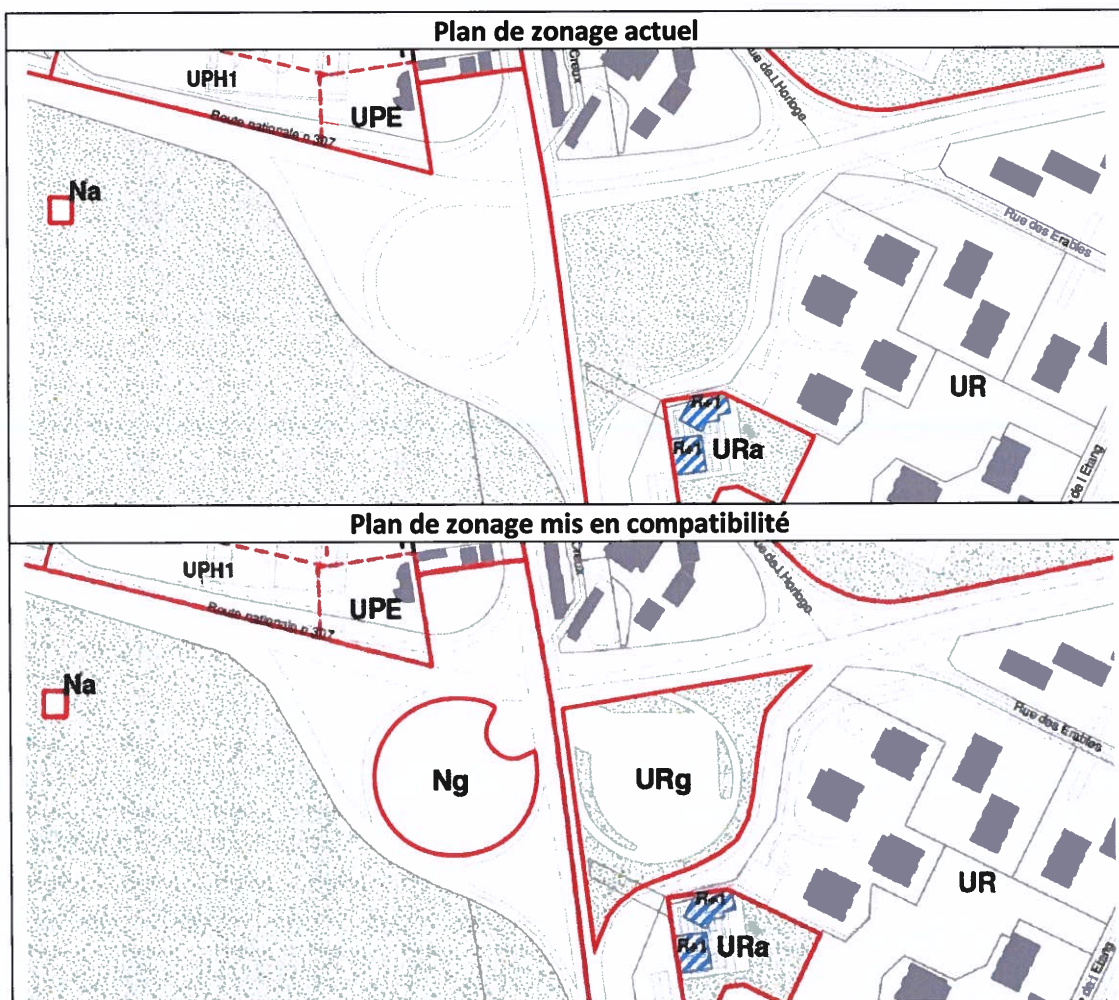
Le projet se situe sur des délaissés routiers. Le contexte n'en présente pas moins des enjeux forts, notamment du point de vue du patrimoine avec des servitudes au titre des monuments historiques et au titre des sites classés ou inscrits, et la zone tampon de protection du Château de Versailles, patrimoine de l'UNESCO. Du point de vue des mobilités, les deux boucles sont empruntées par les cycles et piétons pour passer d'un quartier à l'autre de part et d'autre des voies de circulation.

Un enjeu paysager fort est également à prendre en compte de par la présence de riverains immédiats qui disposent de vues sur le site au-delà des boucles de circulation. Des photomontages avant et après réalisation du projet ont été réalisés afin de mesurer l'impact du projet sur les paysages. Il faut noter que le projet a fait l'objet de plusieurs présentations à l'architecte des bâtiments de France et que ses observations ont été intégrées.

Le doublet sur la partie Ouest ne comprend aucune construction émergente. Les constructions qui accompagnent le doublet Est seront semi enterrées afin de limiter l'impact en hauteur des deux constructions accolées. Un arbre remarquable a été identifié, il s'agit d'un sequoia géant qui sera maintenu et protégé durant la période des travaux.

La mise en compatibilité prévoit de :

- Créer un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL), en application des dispositions de l'article L.151-13 du Code de l'Urbanisme, sous la forme d'un sous-secteur Ng en zone N sur l'emprise nécessaire au projet situé sur la boucle Ouest de l'échangeur routier, avec la définition de dispositions réglementaires adaptées.
- Supprimer la protection relative aux « espaces paysagers inconstructibles » en zone UR, sur l'emprise nécessaire au projet située sur la boucle Est de l'échangeur routier.
- Créer un secteur URg en zone UR sur l'emprise nécessaire au projet, située sur la boucle Est de l'échangeur routier, avec des dispositions réglementaires résultant des besoins du projet.



Proposition retenue pour la modification du plan de zonage du PLU de Rocquencourt

Les consultations des personnes publiques associées ont été engagées. Une procédure d'évaluation environnementale qui porte à la fois sur le projet et sur la mise en compatibilité du PLU a été mise en œuvre auprès de la MRAE qui a prévu de rendre un avis commun aux deux évaluations environnementales le 22 juin 2023. La CDPNAF a été consultée et a émis un avis favorable.

Une concertation avec le public a été mise en œuvre. Le bilan de la concertation a fait l'objet d'une approbation en conseil municipal.

Le projet nécessitant une enquête publique au titre du code minier et une enquête au titre de la mise en compatibilité du PLU, il est prévu de réaliser une enquête unique. Le dossier d'enquête intégrera les avis des PPA, de la CDPNAF, le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, le bilan de la concertation, l'avis de la MRAE ainsi que le mémoire en réponse de la ville. L'enquête publique est programmée en septembre pour tenir compte de la période des vacances d'été.

2 - Avis des personnes présentes sur la déclaration de projet et la mise en compatibilité du PLU

Avis de la ville de la Celle Saint Cloud

Le dossier initial ayant pris du retard du fait du doublement des doublets de géothermie et des procédures cumulées, le calendrier prévisionnel reste-il compatible avec les autorisations délivrées au titre du code minier ? Un avis défavorable de la MRAE peut-il avoir des incidences sur le planning.

La plate-forme prévue autour des centrales géothermiques apparaît importante. Pour quelle raison ?

Réponse de la Ville et du porteur de projet (ENGIE)

La réalisation de la procédure PLU est alignée avec celles des autorisations délivrées au titre du code minier. Comme dans toutes procédures, l'avis de la MRAE peut avoir une incidence. Il sera connu d'ici quelques jours. ENGIE travaille par ailleurs sur l'optimisation des plannings de travaux.

Concernant la plate-forme, au-delà des nécessités techniques de la phase de forage, le site doit intégrer la contrainte de maintenances ou d'interventions techniques qui, bien que très ponctuelles, peuvent nécessiter l'approche de véhicules de gros gabarit. La plateforme doit donc permettre leur accès et la possibilité de manœuvres.

Avis de la ville de Louveciennes

Un beau projet qui n'appelle pas de remarques. Quelle est toutefois la hauteur autorisée des constructions émergentes ?

Réponse de la ville du Chesnay-Rocquencourt

Les émergences des constructions ne concernent que le doublet Est au sein du secteur URg pour lesquelles la hauteur est limitée altimétriquement afin de ne pas dépasser 7,5 m vis-à-vis du niveau

des plateformes autorisées. Cette disposition de limitation de hauteur conduit à une configuration semi-enterrée. Un enterrement complet n'était pas possible du fait des nécessités de maintenance et d'accessibilité des équipements. Au niveau du doublet Ouest, le règlement ne permet aucune émergence vis-à-vis de la plateforme autorisée qui fait également l'objet d'une limitation altimétrique rapportée au nivellement NGF pour tenir compte des cônes de visibilité vis-à-vis de la perspective du château de Versailles.

Avis de l'architecte des bâtiments de France

Sur le projet :

Le projet présenté résulte de plusieurs réunions d'échanges entre le porteur de projet et l'architecte des bâtiments de France, qui ont conduit à une évolution favorable du projet. Les bâtiments sont désormais semi-enterrés, et l'architecture proposée sous la forme d'un volume simple à toit terrasse végétalisée s'intègre assez bien à l'environnement. Un enterrement plus prononcé a été étudié, mais ne s'avérerait pas concluant, car nécessitant énormément de mouvement de terres et la réalisation de soutènements peu favorables à une bonne intégration. Il est donné un avis favorable sur les configurations proposées pour les plateformes et les bâtiments. Les évolutions du projet permettent de maintenir une partie de la végétalisation et des arbres de hautes tiges existants et sont jugées satisfaisantes.

Dans le cadre du permis de construire, des consultations sont à nouveau engagées qui vont conduire à un avis de l'architecte des bâtiments sur l'autorisation d'urbanisme qui précisera certains traitements à apporter sur les matériaux et les espaces paysagers. Il a déjà été évoqué de demander au porteur du projet d'intégrer dans le cadre des replantations prévues au projet la possibilité de reconstituer des arbres d'alignement manquant le long de la route de Versailles. Le traitement des matériaux des voiries des pistes cyclables et des plateformes sera également discuté.

Le traitement des eaux de ruissellement n'appelle pas de remarques.

Sur la mise en compatibilité du PLU :

L'architecte des bâtiments de France ne formule pas de remarques particulières. Les réponses techniques tant sur le plan paysager que sur l'architecture sont adaptées.

Avis du Département des Yvelines

Le Département des Yvelines donne un avis favorable au projet.

Le département soutient le projet en étant directement associé à sa concrétisation dans le cadre de sa participation aux sociétés qui portent les projets. Le Département met à disposition les terrains d'assiette du projet et a été associé sur les conditions de dessertes du site à partir des boucles d'accès existantes.

Une convention d'occupation temporaire est à l'étude par le Département, pour permettre si nécessaire la réalisation de travaux préparatoires (dévoisement des réseaux, reconfiguration de la piste cyclable,...). Les accès aux terrains depuis les boucles de voiries ont fait l'objet d'échanges entre les

services de la voirie du Département, l'Architecte des Bâtiments de France, la DDT et le porteur de projet afin de trouver une configuration satisfaisante des accès qui tienne compte du maintien d'une couronne boisée et d'une visibilité satisfaisante répondant aux conditions de sécurité d'entrée et de sortie des véhicules lors de la phase travaux puis lors de l'exploitation.

Avis d'Enedis

Enedis confirme qu'il travaille pour la phase travaux sur un raccordement provisoire qu'il sera en mesure d'assurer et pour la phase exploitation sur une alimentation des centrales suivant les puissances électriques qui ont été demandées

L'alimentation pourrait être réalisée en première phase à partir d'une nouvelle desserte par câbles depuis le poste source de Louveciennes. Le calendrier implique une année de travaux. L'ensemble est en cours d'études avec le porteur de projet, notamment pour la seconde phase.

Vis-à-vis de la demande de l'Architecte des bâtiments de France de reconstituer les arbres d'alignement sur la route de Versailles, Enedis tient à préciser la nécessité de coordonner avec Enedis la position des plantations vis-à-vis des câbles électriques enterrés existants ou à venir.

Avis de la ville de Vaucresson

La ville de Vaucresson n'a pas de remarque sur l'évolution du PLU.

Elle pose la question de savoir si les flux de véhicules et la gestion des déchets ont été abordés dans le cadre du projet ? Et quelles sont les nuisances susceptibles d'être générées par le projet ?

Réponse du porteur de projet Engie :

Les phases qui vont générer des flux de camions lors des travaux sont bien identifiées par retour d'expérience sur des sites d'importance similaires. Elles conservent successivement les phases de montage, forage, tubage, cimentation et évacuation des boues. Les flux sont lissés au sein des périodes successives avec l'objectif de ne pas générer de camions « en attente » susceptibles de gêner la circulation.

La phase exploitation ne générera que des flux ponctuels liés aux opérations de maintenance.

Concernant les nuisances, elles peuvent être de deux ordres : en phase travaux elles sont liées principalement aux forages et en phase exploitation elles sont très limitées du fait de la position semi-enterrée des installations (les pompes à chaleur sont positionnées dans la partie semi-enterrée). Notre retour d'expérience nous permet d'appréhender par avance les nuisances. Nous avons prévu la mise en place d'un écran acoustique qui permet d'atténuer le bruit du forage vis-à-vis des riverains. Les travaux et l'exploitation ne génèrent ni odeur, ni fumée.

Avis des services de l'Etat (DDT78)

L'intérêt général qui emporte la mise en compatibilité du PLU est certain. Les services de l'Etat donnent un avis favorable au projet.

Conclusion de M. le Maire

Pour la ville, l'intérêt général du projet est très fort. Il réside dans la production d'une source de chaleur décarbonée en lieu et place d'une énergie carbonée gaz. Celle-ci va contribuer aux objectifs de lutte contre le réchauffement climatique localement pour la commune du Chesnay-Rocquencourt mais également pour les autres villes intéressées. Il faut souligner le fait que sans le Conseil Général qui participe au projet avec la mise à disposition des terrains le projet pourrait très difficilement être réalisé car les ressources foncières de la Commune, l'une des plus denses des Yvelines, sont plus que limitées et les contraintes fortes.

Concernant le planning de réalisation, les délais se sont allongés du fait de l'étude d'un second doublet et du choix de faire une enquête publique unique. Mais un tel dossier invite à privilégier le schéma permettant la meilleure information du public, quitte à perdre un peu de temps.

Monsieur le Maire remercie l'ensemble des participants pour leur présence et les remarques et avis formulés.

Le compte rendu sera adressé à l'ensemble des participants pour relecture et amendement éventuel avant d'être joint au dossier d'enquête publique.

Fin du compte rendu/

Mention des avis reçus postérieurement à la réunion :

La Communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc, par une décision de son bureau communautaire en date du 22 juin 2023, a émis un avis favorable au projet de mise en compatibilité du PLU de Rocquencourt.

La DDT 78, présente à cette réunion du 15 juin 2023, a en complément fait parvenir un courriel le 28 août 2023, relevant l'absence de mention de la servitude lerp dans le document B, transmis à la MRAE. Cette servitude est relative aux zones de protection à proximité d'une canalisation de transport de gaz haute pression. Elle affecte la boucle Est du site de projet. Ainsi que le rappelle la DDT 78, cette servitude doit être mentionnée, mais les prescriptions et interdictions qu'elle emporte ne regardent que les établissements susceptibles de recevoir du public ou les immeubles de grande hauteur et ne concernent donc pas le projet.

La Commune prend acte de cette remarque. Les éléments présents en page 18 et 19 de la pièce B du dossier transmis à la MRAE (MECDU et évaluation environnementale MECDU) pourront être complétés après l'enquête publique (projet de modification de ces pages en annexe du présent document).

Par ce même courriel, la DDT rappelle aussi qu'il conviendra de joindre au dossier d'enquête publique l'ensemble des avis des personnes publiques associées ou consultées reçus dans le cadre de la procédure MECDU.

Ces avis sont annexés au présent document.

Annexes :

- *courriel du 17 avril 2023 du **SNIA NORD (DGAC - gestionnaire servitudes liées à la navigation aérienne)***
- *courrier du 24 avril 2023 du **pôle gestion infrastructure de RTE***
- *courrier du 25 mai 2023 de la **DRAC Ile de France***
- *Décision du **bureau communautaire de Versailles Grand Parc** en date du 22 juin 2023*
- *courriel du 28 août 2023 de la **DDT 78** et documents joints (arrêté de mise à jour du PLU de Rocquencourt du 23/11/2017 et arrêté préfectoral du 3 février 2017)*
- *projet de modification des pages 18/19/20 de la pièce B du dossier (MECDU et évaluation environnementale MECDU). Cf page 8 du présent document.*

RIBEIRO Celine

COMMUNE NOUVELLE

17 AVR. 2023

LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

De: urbanisme
Envoyé: lundi 17 avril 2023 16:18
À: courrier arrivé
Cc: COPPENS Luc; AIME Stéphanie
Objet: TR: 2023-R19867-Projet de géothermie-Mise en compatibilité du PLU du Chesnay-Rocquencourt-78

1149



Madame Dominique SPILLEMAECKER

Service Urbanisme – Secrétariat / Accueil

9 rue Pottier - Le Chesnay

78150 Le Chesnay – Rocquencourt

01 39 23 23 55

dominique.spillemaecker@lechesnay-rocquencourt.fr

www.lechesnay-rocquencourt.fr

MAIRE	CABINET	DOSSIERS CAB.
D.G.S.	FINANCES	ST ADMINISTRAT*
S. GL.	PATRIMOINE	ST - BATIMENTS
D.R.H.	AFF GENERALES	ST VOIRIE
P.M.	URBA/S.C.H.S	ST ESP VERTS
COM	CULTURE	ST PROPR+CIM
C.S.U.	EVENEM.	P. PRESTA+CTM
E.E.E.	ACCUEIL FAMILLE	P MÉCA.
PÔLE EJS	PETITE ENFANCE	INFORMATIQUE
PISCINE	ÉDUCATION	BIBLIOTHEQUE
SPORTS	JEUNESSE	

De : SNIA-BF Urbanisme NORD [mailto:snia-urba-nord-bf@aviation-civile.gouv.fr]

Envoyé : lundi 17 avril 2023 15:05

À : urbanisme <urbanisme@lechesnay-rocquencourt.fr>

Cc : Manon Floren <manon.floren@aviation-civile.gouv.fr>

Objet : 2023-R19867-Projet de géothermie-Mise en compatibilité du PLU du Chesnay-Rocquencourt-78

A l'attention de M Luc Coppens,

Bonjour,

Nous avons reçu le dossier de mise en compatibilité du PLU de votre commune avec le projet de doublets géothermique au Dogger.

Je vous informe que le site étudié n'est concerné par aucune servitude aéronautique.

Toutefois, si un obstacle, une installation telle qu'un derrick, un portique de plus de 50 m de haut est prévu, une demande d'autorisation auprès de la DGAC devra être effectuée en utilisant la plateforme du guichet unique, obstacle à la navigation aérienne (<https://www.ecologie.gouv.fr/guichet-unique-urbanisme-et-obstacles-circulation-aerienne>).

Bien cordialement

Guillaume TERRIER

Adjoint à la cheffe de l'unité gestion domaniale et servitudes

Chargé de l'instruction des demandes d'obstacles à la navigation aérienne

SNIA NORD/IOP/UGDS

06.27.50.15.83 / 01.44.64.32.28

82 rue des Pyrénées

75970 Paris Cedex

LEBNAOUI Karima

COMMUNE NOUVELLE

28 AVR. 2023

LE CHESNAY-ROCQUENCOURT

De: BOUSSADA Naima <naima.boussada@rte-france.com>
Envoyé: vendredi 28 avril 2023 12:44
À: urbanisme; mairie
Cc: RTE-CDI-PAR-SCET-URBANISME; ddt-sut-up@yvelines.gouv.fr
Objet: RTE-REPOSE PLU de Rocquencourt_ Projet de géothermie
Pièces jointes: LE CHESNAY-ROCQUENCOURT_PAC 2023_ Courrier MAIRIE.pdf; LE CHESNAY-ROCQUENCOURT_PAC 2023_COURRIER REPOSE RAS.pdf; LE CHESNAY-ROCQUENCOURT_PAC 2023_CARTE RTE.pdf

Importance: Haute

Bonjour,

Je vous prie de bien vouloir trouver en pièces jointes la réponse RTE et ses annexes relatives au porter à connaissance en vue du projet de modification du PLU de la commune du Chesnay-Rocquencourt.

Vous en souhaitant bonne réception,
Très cordialement



Naima BOUSSADA
Assistant d'Etudes Concertation Environnement

RTE - Pôle Gestion de l'Infrastructure - Direction Développement
Ingénierie - Centre Développement Ingénierie Paris - Service
Concertation Environnement Tiers
naima.boussada@rte-france.com
Fixe. +33179248204 Port. +33626588410

J'adhère à

écowatt

La météo de l'électricité

MAIRE	CABINET	DOSSIERS CAB.
D.G.S.	FINANCES	ST ADMINISTRAT
S. GL.	PATRIMOINE	ST BATIMENTS
D.R.H.	AFF. GÉNÉRALES	ST VOIRIE
P.M.	URBAS.C.H.S	ST ESP. VERTS
COM.	CULTURE	ST PROPRIÉTÉ
C.S.U.	EVENEM.	P. PRESTA+CTM
E.E.E.	ACCUEIL FAMILLE	P. MÉCA.
PÔLE EJS	PETITE ENFANCE	INFORMATIQUE
PISCINE	ÉDUCATION	BIBLIOTHÈQUE
SPORTS	JEUNESSE	

M. PRADAUD	P. BERTHOME	J. BATAILLE
F. ROPINI	J.C. VOISEUX	J. PARMENTIER
C. RIBERT	J.M. WANGER	G. BERTIN
T. AUDICQUEN	F. ARRENTIERES	C. JORIC
D. FORGET	N. GUILLE	

RTE
[ADRESSE1]
[ADRESSE2]

NOUS SUIVRE
rte-france.com



Libre (C1)	Interne RTE (C2)	Restreint RTE (C3)	Confidentiel RTE (C4)
<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

V. CHARPENTIER	P. ROBERT	
M.L. MAJOL	S. GUILLE	
V. SIADOUS	C. KONSORFF	
M. BELLIER	J.L. JARRIGE	
A. TEMENIDES	E. COLLINS	
A. TESTU		

Mon mail lorsqu'il est envoyé en dehors des plages habituelles de travail, n'attend pas de réponse immédiate.

"Ce message est destiné exclusivement aux personnes ou entités auxquelles il est adressé et peut contenir des informations privilégiées ou confidentielles. Si vous avez reçu ce document par erreur, merci de nous l'indiquer par retour, de ne pas le transmettre et de procéder à sa destruction.

This message is solely intended for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is privileged or confidential. If you have received this communication by error, please notify us immediately by electronic mail, do not disclose it and delete the original message."

"Ce message est destiné exclusivement aux personnes ou entités auxquelles il est adressé et peut contenir des informations privilégiées ou confidentielles. Si vous avez reçu ce document par erreur, merci de nous l'indiquer par retour, de ne pas le transmettre et de procéder à sa destruction.



VOS RÉF. LC/LC
NOS RÉF. TER-PAC-2023-78524-CAS-183234-V6S5P0
INTERLOCUTEUR Naima BOUSSADA
TÉLÉPHONE 0626588410
E-MAIL naima.boussada@rte-france.com

MAIRIE DU CHESNAY-ROCQUENCOURT
9 RUE POTTIER
BP 150
78155 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT CEDEX

A l'attention de Monsieur Luc COPPENS

OBJET PLU de Rocquencourt – Projet de Géothermie

La Défense, le 24/04/2023

Monsieur

Nous faisons suite à votre courrier reçu le 07 avril 2023 par lequel vous nous adressez, pour avis, le projet de PLU de la commune du Chesnay-Rocquencourt.

Nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, nous n'exploitons pas d'ouvrage de transport du réseau public de transport d'électricité à haute ou très haute tension (c'est-à-dire supérieure à 50 kV). Nous n'avons donc aucune observation à formuler.

Nous restons à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire et nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération très distinguée.

Signature

Frédéric ROY

Chef de Service Concertation environnement
Tiers

P.O. Marie MERCEY



www.rte-france.com

05-09-00-COUR



La Galle-Saint-Cloud

LE CHESNAY-ROCCQUENCOURT

Le Chesnay-Rocquencourt

Versailles



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par :
Bertrand TRIBOULOT
01 56 06 51 85

bertrand.triboulot@culture.gouv.fr

Références : CP0785242300035-1

COMMUNE NOUVELLE

05 JUN 2023

MAIRE	CABINET	DOSSIERS GAB
D.G.S.	FINANCES	ST ADMINISTRAT
S. GL.	PATRIMOINE	ST - BATIMENTS
D.R.H.	AFF. GÉNÉRALES	ST VOIRIE
P.M.	URBA/S.C.H.S	ST - ESP. VERTS
COM.	CULTURE	ST - PROPRIÉTÉ
C.S.U.	EVENEM.	P. PRESTA+CTM
E.E.E.	ACCUEIL FAMILLE	P. MÉCA.
PÔLE EJS	PETITE ENFANCE	INFORMATIQUE
PISCINE	ÉDUCATION	BIBLIOTHEQUE
SPORTS	JEUNESSE	

V. CHARPENTIER	B. RIBERT	
M.L. MAJOU	L.M. SOLEILLE	
V. SIADOUS	C. KONSORFF	
M. BELLIER	J.L. JARRIGE	
A. TEMENIDES	P. COLLINS	
A. TESTU	le Breille	

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Mairie du CHESNAY-ROCQUENCOURT
Service Urbanisme
9 Rue Pottier
BP 150
78155 LE CHESNAY-ROCQUENCOURT CEDEX

À l'attention de M. Luc COPPENS

PARIS, le 25/05/2023

Objet : Archéologie préventive - Consultation préalable à un projet d'aménagement
Références : ROCQUENCOURT (YVELINES), Projet de Géothermie / RD 307 et 186
CP0785242300035
Votre courrier du 3 avril 2023
Livres V du Code du patrimoine

Monsieur,

Vous m'avez transmis un dossier relatif au projet visé en référence afin que j'examine s'il est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques. Cet envoi constitue une demande d'information préalable au titre de l'article R.523-12 du code du patrimoine.

J'ai l'honneur d'en accuser réception à la date du 5 avril 2023.

Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci ne semblent pas susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Ce projet ne donnera pas lieu à une prescription d'archéologie préventive.

En conséquence, je suis réputé(e) avoir renoncé à émettre des prescriptions d'archéologie préventive. Ce renoncement est valable cinq ans sauf si votre projet connaît des modifications substantielles ou si l'état des connaissances archéologiques sur ce territoire évolue.

Je vous rappelle toutefois qu'en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques vous avez l'obligation d'en faire la déclaration immédiate auprès du maire de la commune concernée conformément à l'article L.531-14 du code du patrimoine, et je vous remercie d'en informer mes services.

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de Région, Préfet de Paris
et par délégation,
Pour le Directeur régional des affaires culturelles,
et par subdélégation,
Le Conservateur régional adjoint de l'archéologie

Jean-Marc GOUÉDO



VersaillesGrandParc
communauté d'agglomération

C2600-Développement Economique, Ville intelligente et Durable-Ville Durable

DECISION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE

N°dB.2023.043

Séance du 22 juin 2023

Mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Rocquencourt en lien avec un projet de géothermie au dogger.

Date de la convocation : 15 juin 2023

Date d'affichage : 22 juin 2023

Nombre de membres du Bureau : 18

Nombre de membres présents : 15

PRESIDENT : M. François DE MAZIERES

Sont présents :

Mme Sonia BRAU, M. François DE MAZIERES, Mme Vanessa AUROY, M. Stéphane GRASSET, M. Jacques ALEXIS, M. Olivier LEBRUN, M. Marc TOURELLE, M. Olivier DELAPORTE, Mme Anne PELLETIER-LE-BARBIER, M. Richard RIVAUD, M. Pascal THEVENOT, Mme Caroline DOUCERAIN, M. Patrice BERQUET, M. Jean-Philippe LUCE, M. Luc WATTELLE.

Absents excusés:

Mme Marie-Hélène AUBERT, M. Richard DELEPIERRE, M. Arnaud HOURDIN.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-10 et L. 5216-5 ;
- Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L103-2 et suivants, L.153-54 et suivants ;
- Vu le Code de l'énergie et notamment ses articles L.100-1, L.100-2 et L.100-4;
- Vu la loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;
- Vu la délibération n°2018-06-20 du Conseil Communautaire de Versailles Grand Parc du 25 juin 2018 relative au lancement de la procédure d'élaboration du plan climat air énergie territorial (PCAET) de la communauté d'agglomération dans le cadre de la lutte contre le changement climatique ;
- Vu la délibération n° LCR 2022-06-03 du 3 juin 2022 portant sur la prise de participation du de la commune du Chesnay-Rocquencourt dans la Société par Actions Simplifiée (SAS) GEOMY3 pour la production de chaleur sur le Chesnay Rocquencourt ;
- Vu la délibération du Conseil départementale des Yvelines n° 2022-CDE-5-7085 du 24 juin 2022 portant sur la prise de participation du Conseil Départemental des Yvelines dans la Société par Actions Simplifiée (SAS) GEOMY3 pour la production de chaleur sur le Chesnay Rocquencourt ;
- Vu la délibération n°D.2022.02.04 du Conseil communautaire du 15 février 2022, portant délégations de compétences au Président et au Bureau de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc pour la mandature 2020-2026 ;
- Vu les statuts de la communauté d'agglomération de Versailles Grand Parc ;

Contexte

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte (TECV) comporte de nombreux objectifs en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergies (primaire ou finale), d'augmentation de la part des énergies renouvelables et de maîtrise des coûts.

Créée par la loi TECV, la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe les orientations et priorités des actions des pouvoirs publics pour la gestion des différentes formes d'énergies du territoire afin d'atteindre les objectifs inscrits dans le code de l'énergie. Il vise notamment à sécuriser l'approvisionnement énergétique, développer l'exploitation des énergies renouvelables et maîtriser le coût de l'énergie.

Dans le cadre du projet de verdissement du réseau de chaleur de Parly 2 au Chesnay-Rocquencourt (passage d'une production gaz par une production par géothermie), les services de la DDT78 et de l'ADEME ont appelé à étudier une exploitation plus large du potentiel géothermique du secteur.

Il est ainsi envisagé la réalisation de deux doublets géothermiques au Dogger dans les boucles dessinées par les bretelles de connexion entre les routes départementales 307 et 186. Le premier doublet sera destiné à alimenter la copropriété de Parly 2 ainsi que plusieurs équipements publics sur le territoire communal. Le second doublet permettra potentiellement d'alimenter d'autres quartiers du Chesnay-Rocquencourt ainsi que les communes voisines de Bailly, Bougival, La-Celle-Saint-Cloud et Noisy-le-Roi.

La réalisation de ce projet n'étant pas compatible avec le Plan Local d'Urbanisme de Rocquencourt actuellement en vigueur, la Commune nouvelle a initié une procédure de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet, considérant l'intérêt général de ce dernier.

Dans le cadre de l'élaboration de son Plan Climat air énergie territorial (PCAET), l'Agglomération a mis en exergue le différentiel entre la consommation d'énergie du territoire et la production locale d'énergies renouvelables.

La décarbonation du territoire et le développement d'une production d'énergie locale, est donc un enjeu majeur pour Versailles Grand Parc.

En conséquence, la décision suivante est soumise à l'adoption du Bureau communautaire.

DECIDE :

- 1) De donner un avis favorable, en sa qualité de personne publique associée, à la mise en compatibilité du PLU de Rocquencourt dans le cadre du projet de création de puits de géothermie dans les boucles formées par les bretelles de connexion des routes départementales 307 et 186 ;
- 2) D'autoriser M. le Président ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

M. le Président soumet la décision au vote des membres du Bureau.

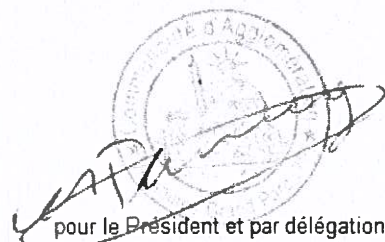
Nombre de présents : 15

Nombre de suffrages exprimés : 15

Nombre de pouvoirs : 0

Le projet de décision mis au vote est adopté à l'unanimité absolue des suffrages exprimés .

Signé et certifié numériquement à Versailles, le 22/06/2023
Par Manuel PLUVINAGE

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the text "UNIVERSITÉ DE VERSAILLES" and "DÉPARTEMENT D'AGRICULTURE". The signature is written in a cursive style, with the first part being "M. Pluinage".

pour le Président et par délégation,
le Directeur général des services,
Manuel Pluinage

COPPENS Luc

De: BORDIGNON Stéphane - DDT 78/SUT/UP <stephane.bordignon@yvelines.gouv.fr>
Envoyé: lundi 28 août 2023 16:09
À: MUGUERRA Marielle (Adjointe à la cheffe de l'UD 78) - DRIEAT IF/UD78; MAZENQ Olivier (Chargé de mission territorial) - DDT 78/STATE; PROJETTI Marie-Laure (Chef de service) - DDT 78/SUT; GOUPIL Bruno (Adjoint à la cheffe de service) - DDT 78/SUT; BONTEMPS Fanny (Cheffe de service) - DDT 78/STATE
Cc: LECONTE Diane - DRIEAT IF/UD78/CCAV; DUBOIS Delphine (Cheffe de l'unité départementale des Yvelines) - DRIEAT IF/UD78; CHATAIN Eric (Chargé d'études planification) - DDT 78/SUT/UP; COPPENS Luc
Objet: Re: enquête publique Géothermie Le Chesnay
Pièces jointes: Arrete_du_maire.pdf

Bonjour,

Après étude sur la complétude du dossier mis à l'enquête publique, il conviendra de rajouter l'ensemble des avis des ppa transmis par courrier ou courriel, qui sont énoncés en préambule au compte rendu de la réunion d'examen conjoint (SNIA Nord, RTE, DRAC Ile-de-France, CAA Versailles Grand Parc)

Par ailleurs concernant le dossier en lui même, Eric Chatain a relevé que la SUP I3 relative à la canalisation de gaz n'est pas mentionnée comme servitude affectant le périmètre du projet. Or tel est le cas (cf la pièce jointe). Dans un soucis de transparence, il conviendra page 18 de la pièce B MEC du PLU d'ajouter cette quatrième servitude qui concerne une partie de la boucle Est et de compléter le schéma. Dans le tableau p. 19 qui énonce les effets des servitudes, il conviendra de rappeler que les prescriptions ou les interdictions qu'emporte la servitude I3 ne regarde que les établissements susceptibles de recevoir du public ou les immeubles de grande hauteur et ne concerne donc pas le projet.

Cordialement,

Stéphane Bordignon
SUT/UP
Direction Départementale des Territoires des Yvelines

35 Rue de Noailles 78011 VERSAILLES CEDEX
Bureau : 323
Tel : +33 6 73 63 40 21
www.ecologie.gouv.fr



Direction Départementale des Territoires des Yvelines

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRETE PORTANT MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)
DE LA COMMUNE DE ROCQUENCOURT**

Le Maire,

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-1 et suivants, L.151-43, L.152-60, R.153-18 et R.151-51 ;

Vu le Plan local d'urbanisme (PLU) opposable de la commune de Rocquencourt approuvé le 19 décembre 2011,

Vu le report en annexe au Plan local d'urbanisme des servitudes d'utilité publique,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017034-0017 en date du 3 février 2017, instituant la servitude d'utilité publique (non codifiée) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, présentes sur le territoire communal, applicables aux établissements recevant du public (ERP) situés à proximité ;

Vu la lettre de Monsieur le Directeur Départemental des Territoires en date du 12 mai 2017 adressée au maire et sollicitant la commune de Rocquencourt afin qu'elle procède à la mise à jour de son Plan local d'urbanisme (PLU) ;

Vu les pièces du dossier de mise à jour du PLU ci-annexé.

ARRETE

Article 1 : Le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Rocquencourt est mis à jour à la date du présent arrêté.

A cet effet, la nouvelle servitude d'utilité publique (non codifiée) prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, présentes sur le territoire communal, applicables aux établissements recevant du public (ERP) situés à proximité, est intégrée au Plan local d'urbanisme (PLU), par insertion dans les annexes relatives aux servitudes d'utilité publique.

Cette mise à jour est constituée des pièces indiquées ci-après :

- Un acte institutif
- Une représentation graphique de la servitude d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses présentes sur la commune (annexe 1)
- Un glossaire de définitions (annexe 2)

Article 2 : La mise à jour sera effectuée sur les documents d'urbanisme tenus à la disposition du public, en mairie de Rocquencourt et à la Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et inscrit au registre des arrêtés municipaux.

Article 4 : Des exemplaires du présent arrêté ainsi que du dossier annexé de mise à jour seront adressés à :

- Monsieur le Préfet des Yvelines,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services Fiscaux,

PREFECTURE DES YVELINES
Arrivé le :

30 NOV. 2017

Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau du contrôle de l'urbanisme
et des autorisations de construire

Le 28 novembre 2017

Le Maire,

F. PEUMERY



Liberté - Égalité - Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES YVELINES

Arrêté n° 2017034-0017

signé par
Julien CHARLES, Secrétaire Général

Le 3 février 2017

Préfecture des Yvelines
DRE

Arrêté instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Rocquencourt

170217 135

2017034-0017



PREFET des YVELINES

Préfecture

ARRETÉ PRÉFECTORAL
instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits
chimiques sur la commune de Rocquencourt

Le Préfet des YVELINES,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.115-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la Direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie, en date du 31/08/15;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques des YVELINES le 24 mai 2016;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R.555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des YVELINES ;

ARRETE

Article 1^{er}

Selon l'article L.555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes.

En application de l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire à partir des canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée au présent arrêté (1).

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP 2 ou 3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP 1.

NOTA : En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Ouvrages concernant la commune de Rocquencourt (78524) :

1. CANALISATIONS DE TRANSPORT DE DE GAZ NATUREL ET ASSIMILE EXPLOITÉES PAR LA SOCIETE GRTGAZ dont le siège social est situé 6, rue Raoul Nordling, 92270 BOIS-COLOMBES,

Type d'ouvrage	Nom	Implantation	PMS	DN	Longueur dans la commune (en km)	Distances SUP en mètres (de part et d'autre de la canalisation)			Influence
						SUP1	SUP2	SUP3	
Canalisation	DN500-1999-ST_NOM_LA_BRETECHE_Radiale-LE_CHESNAY	ENTERRE	40.0	500	1.85174	145	5	5	traversant

Article 2

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1 :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R.555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité, prévue à l'article R431-16 j) du code de l'urbanisme, est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2 :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3 :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5

En application de l'article R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et sur le site internet de la Préfecture des YVELINES et adressé au maire de la commune de Rocquencourt.

Article 6

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 7

Le Secrétaire Général de la Préfecture des YVELINES, le président de l'établissement public compétent ou le maire de la commune de Rocquencourt, le Directeur Départemental des Territoires des YVELINES, le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Énergie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au Directeur Général de GRTgaz.

Fait à VERSAILLES, le 3 FEB. 2017

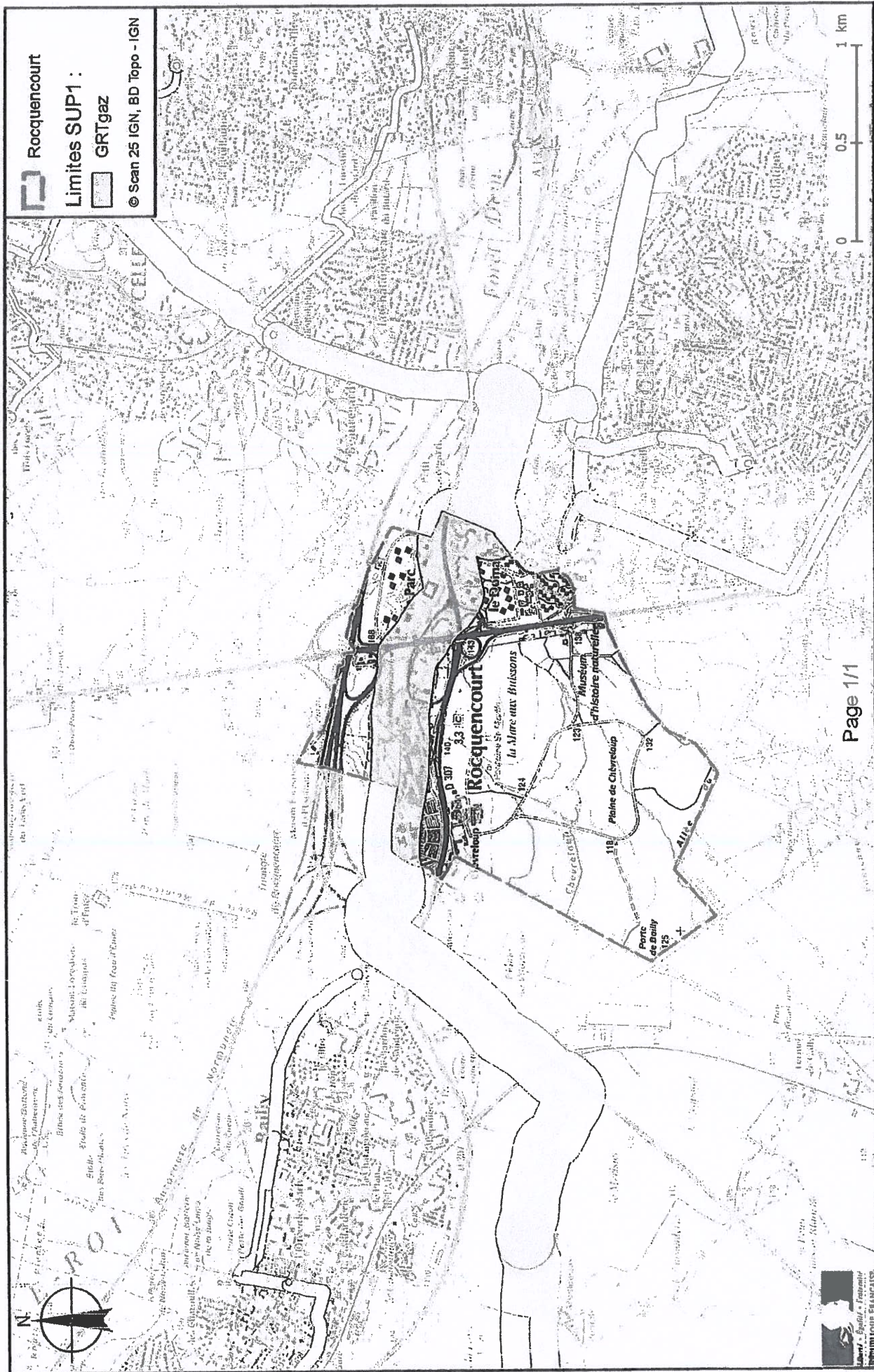
Le Préfet, par son délégué,
Le Secrétaire Général

Charles
Charles CHAUMONT

(1) La carte des servitudes d'utilité publique annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de la Préfecture des YVELINES et de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie ainsi que dans la mairie (ou l'établissement public compétent) de la commune concernée.

ANNEXE 1 : Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses concernant la commune de Rocquencourt

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



ANNEXE 2 : Définitions

PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation

DN : Diamètre Nominal de la canalisation.

Distances SUP : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique. En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans le(s) tableau(x) de l'article 1 du présent arrêté et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté (annexe 1), les valeurs du(es) tableau(x) font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Distance SUP 1 : cette distance correspond à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement

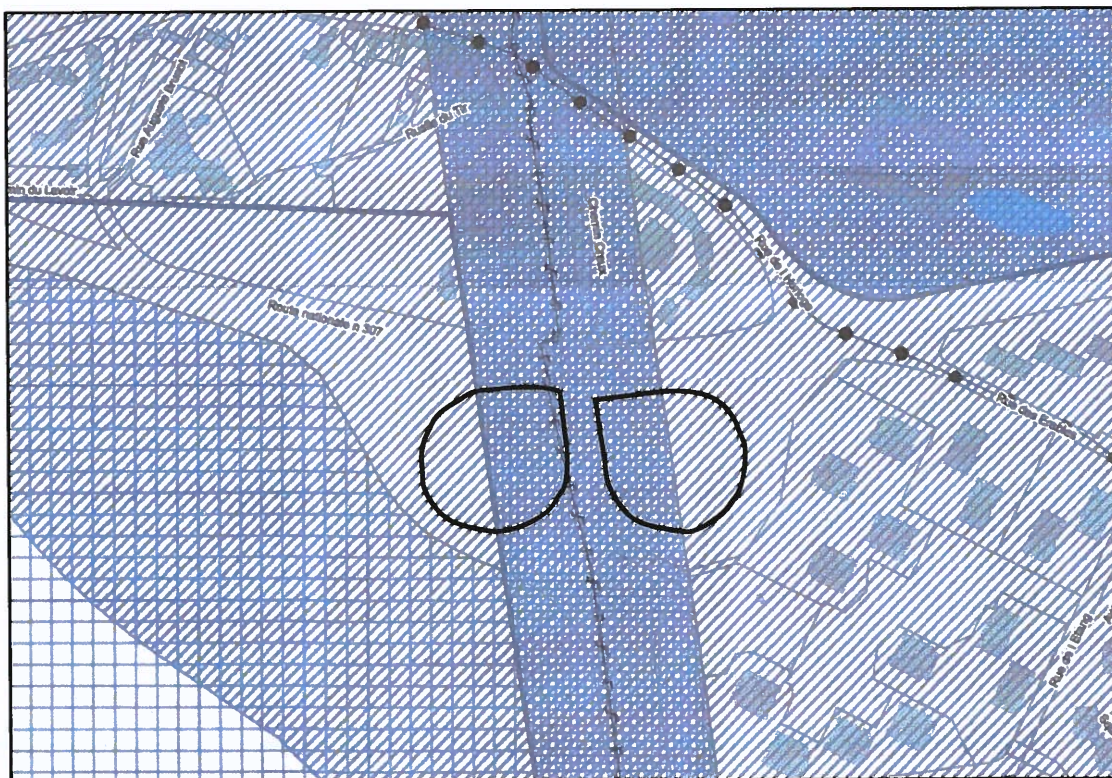
Distance SUP 2 : cette distance correspond à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement

Distance SUP 3 : cette distance correspond à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement

PROJET DE MODIFICATION DES PAGES 18 à 20
de la pièce B
(MECDU et évaluation environnementale de la MECDU)

Le périmètre de projet est concerné par **quatre servitudes d'utilité publique** :

- Une servitude de **protection des monuments historiques (AC1)** qui concerne la totalité du site du projet
- Un périmètre de **site inscrit (AC2)** qui concerne la partie centrale des deux parcelles du projet
- Une servitude attachée au **réseau de télécommunications (PT3)** qui concerne uniquement la parcelle ouest du projet
- Une servitude relative à la **maîtrise des risques autour d'une canalisation de transport de gaz haute pression (I3/lerp)**, qui concerne uniquement la parcelle Est du projet



Légende

- Monument ou ensemble monumental historique
- Servitude de protection des monuments historiques (AC1)
- Site classé (AC2)
- Site inscrit (AC2)
- Servitude de protection des eaux potables (AS1)
Aqueduc de l'Avre
- Servitude attachée au réseau de télécommunications (PT3)
- Servitude attachée à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz (I3)

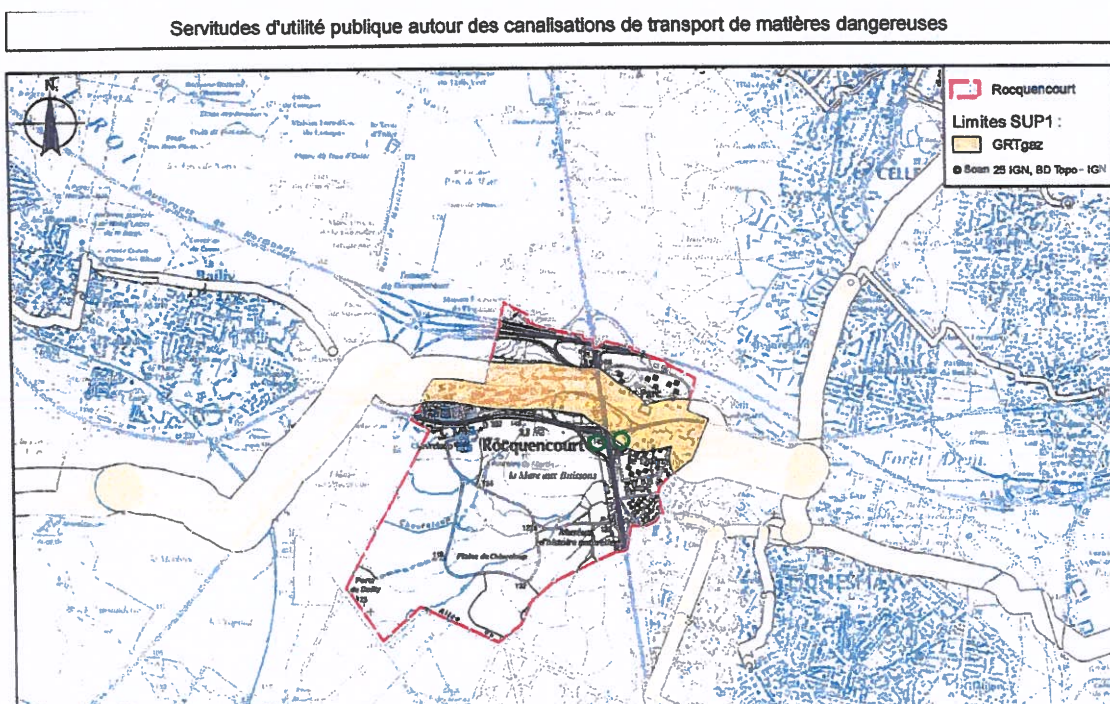
L'ensemble de la commune est située dans le périmètre de protection des domaines classés de Versailles et de Trianon, fixé par décret du 15 octobre 1964



Projet de réalisation de deux doublets géothermiques et de deux centrales géothermiques

Figure 1 : Plan des servitudes d'utilité publique du PLU de Rocquencourt (extrait)) (source : PLU de Rocquencourt)

La servitude relative à la maîtrise des risques autour d'une canalisation de transport de gaz haute pression a été incluse dans le dossier de PLU dans le cadre d'un arrêté de mise à jour du 23 novembre 2017 et fait l'objet d'un plan spécifique :



Projet de réalisation de deux doublets géothermiques et de deux centrales géothermiques

Figure 9 : Plan des servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses (source : PLU de Rocquencourt / arrêté préfectoral n°2017034-0017 du 3 février 2017)

Les effets de ces servitudes sont décrits ci-dessous :

Servitude de protection des monuments historiques classés ou inscrits (AC1)	<u>Aux abords des monuments classés ou inscrits :</u> Obligation pour les propriétaires de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement. Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France.
Site inscrit (AC2)	Obligation pour le propriétaire d'aviser le Préfet quatre mois à l'avance de son intention d'entreprendre des travaux de construction. Le propriétaire doit se conformer aux dispositions du permis de construire concernant la hauteur, le volume, les matériaux utilisés, l'aspect de l'immeuble.
Servitude attachée au réseau de télécommunications (PT3)	Obligation pour le propriétaire de ménager le libre passage aux agents mandatés par France Télécom.

<p>Servitude relative à la maîtrise des risques autour d'une canalisation de transport de gaz haute pression</p>	<p>Restrictions touchant l'ouverture d'un Etablissement Recevant du Public ou d'un Immeuble de Grande hauteur, pouvant aller selon la zone d'effets (SUP 1,2 ou 3) définies par la servitude, de la validation préalable d'une analyse de compatibilité risques/projet, à l'interdiction de construire un ERP ou un IGH</p> <p>De par la nature du projet, il n'est pas concerné par ces servitudes. Le Gestionnaire de la servitude devra par contre être informé par la Ville de la délivrance des autorisations d'urbanisme.</p>
---	---

Le pétitionnaire a prévu d'intégrer les dispositions relatives à ces servitudes.

1.1.1. Incompatibilité du projet avec le plan de zonage des zones UR et N

1.1.1.1. Incompatibilité avec le plan de zonage de la zone UR

Une protection au titre des paysages couvre la totalité de la boucle ouest au sein de la zone UR. Cette protection rend inconstructible le terrain.

1.1.1.2. Incompatibilité avec le plan de zonage de la zone N

Les constructions ne sont pas autorisées au sein de la zone N à l'exception des terrains faisant l'objet d'un secteur de taille et de capacité d'accueil limités. La boucle ouest correspondant au projet n'entre pas dans un de ces secteurs. Les constructions n'y sont pas autorisées.

1.1.2. Incompatibilité pour chaque zonage / règles du PLU

Le projet de réalisation de deux doublets géothermiques et de centrales géothermiques présente des incompatibilités avec le PLU de Rocquencourt.

1.1.2.1. Incompatibilité du projet avec le règlement de la zone UR

Le terrain du projet en partie Est se situe sur le plan de zonage dans la zone générale UR.

Caractère de la zone :

« Cette zone correspond aux grands ensembles résidentiels du territoire : le Domaine, les résidences de Parly 2, la résidence Princesse Murat et Effidis et la résidence de la Bergerie à proximité du bourg.

Un zonage spécifique URa est défini pour les logements sur les anciens tennis.

Un zonage spécifique URp est défini pour la résidence du Parc, en raison de son caractère paysager particulier. »